M. l'Orateur: A l'ordre! L'honorable député de Vancouver-Kingsway.

* * *

● (1200)

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

LES MESURES DE PROTECTION CONTRE LES RISQUES DE MARÉES NOIRES SUR LA CÔTE OUEST

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Je vous remercie, monsieur l'Orateur, de m'avoir reconnu même sans jumelles. Ma question s'adresse au ministre des Postes et au ministre de l'Environnement. Il s'agit d'un projet d'un port pour pétroliers sur la côte ouest qui serait situé à Port Angeles ou tout près, dans l'État de Washington.

Je pense que le ministre et moi-même partageons quelques intérêts communs à cet égard. Nous vivons tous deux en Colombie-Britannique et nous adorons la côte ouest. Nous redoutons que cette côte soit victime d'une marée noire. A quelles mesures le ministre songe-t-il pour s'assurer que le transport du pétrole d'Alaska s'effectuera dans les meilleurs intérêts du Canada et ne mettra pas en danger la côte ouest?

L'hon. John A. Fraser (ministre des Postes et ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de sa question et aussi d'avoir précisé que nous nous soucions également de la qualité de l'environnement. Le gouvernement du Canada a déjà fait connaître au gouvernement des États-Unis sa préférence pour l'itinéraire de la Foothills, soit un itinéraire entièrement terrestre, et que celui de Kitimat ne nous convenait pas. Il n'a pas été question du projet de la Trans Mountain, mais nous avons précisé que toute décision à cet égard devrait être conforme aux règlements édictés par le Canada. Autrement dit, la Trans Mountain et la Foothills devront venir témoigner devant l'Office national de l'énergie. Et nous suivrons de très près le déroulement de ces audiences.

Cet exercice vise à réduire dans la mesure du possible le trafic des pétroliers sur la côte ouest. Cette question ne relève pas entièrement de nous, mais dans la mesure où nous pouvons influencer les options qui nous intéressent, contrairement à l'itinéraire du nord qui traverse les États-Unis, nous aurons dans une certaine mesure, respecté nos objectifs en matière d'environnement. En cas d'échec, nous devons collaborer de très près avec les États-Unis pour assurer la sécurité de la navigation et qu'en cas d'accident, tous les moyens de nettoyage et de récupération soient mis en œuvre.

ON DEMANDE SI LE PREMIER MINISTRE ET LE PRÉSIDENT CARTER VONT DISCUTER DU PROJET D'UN PORT POUR PÉTROLIERS SUR LA CÔTE OUEST

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire à poser au premier ministre. Étant donné que la loi américaine oblige le président Carter à prendre une décision au plus tard le 6 décembre au

Questions orales

sujet du port pour pétroliers, et étant donné que le premier ministre, sauf erreur, doit s'entretenir avec le président à Ottawa en novembre, cette question sera-t-elle à l'ordre du jour de leurs entretiens? Se dispose-t-il à demander au président américain de reporter certaines échéances si c'est possible, afin de pouvoir mettre au point un échéancier qui tiendra compte des intérêts des deux pays?

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je serai heureux de saisir le président des États-Unis de la question au moment de sa visite. J'aimerais profiter de l'occasion pour informer la Chambre des communes qu'on nous a confirmé les dates auxquelles le président Carter se rendra au Canada, c'est-à-dire les 9 et 10 novembre prochains. J'ai l'intention, au nom de la Chambre des communes, d'inviter le président des États-Unis à prononcer un discours devant les deux chambres du Parlement; ou encore je prierai les présidents des deux chambres de lui faire tenir eux-mêmes cette invitation.

En ce qui concerne le point soulevé, j'en saisis certainement le président. S'il se révélait pratique de prolonger le délai, j'en discuterai avec M. Carter. Mais il va de soi que je n'en parlerai pas si je constate que le président des États-Unis ne peut nous répondre affirmativement.

* * *

LE NORD CANADIEN

LE STATUT DE PROVINCE POUR LE YUKON

M. Ian Watson (Châteauguay): Monsieur l'Orateur, ma question qui s'adresse au premier ministre, découle de la réponse insatisfaisante que son ministre a donnée hier à la Chambre au sujet de la démission du commissaire du Yukon en guise de protestation contre son gouvernement qui aurait accordé certains pouvoirs provinciaux au Conseil territorial du Yukon; nous savons que ce conseil est le gouvernement des 23,000 habitants de ce territoire. Il a pris cette initiative sans consulter le Parlement, sans consulter ni les Yukonnais ni les premiers ministres des provinces, au contraire de ce qu'il avait promis de faire. De toute évidence, on cherche à établir une province *de facto* sans avoir obtenu au préalable le consentement des Yukonnais ou du Parlement du Canada.

Des voix: Oh, oh!

M. Watson: Le premier ministre peut-il assurer la Chambre que le commissaire continuera de siéger au comité exécutif, que son rôle ne sera modifié d'aucune façon et qu'on ne cédera pas de pouvoirs provinciaux supplémentaires au Conseil territorial du Yukon sans que le Parlement du Canada n'ait analysé au préalable et en profondeur toutes les répercussions de cet empiètement irréflecti à rechercher le statut de province?

Une voix: C'est une honte!